

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21581 - 80ÈME ANNÉE

Législatives

La crise de confiance entre la population et ses représentants oubliée des débats télévisés

Les élections législatives se tiennent trois semaines après les Européennes. Ces Européennes furent marquées par un très fort taux d'abstention dans les anciennes colonies intégrées dans la République en tant que département. Il s'est réparti entre 77 % à La Réunion pour dépasser 90 % en Guyane et s'établir autour de 80 % pour la Guadeloupe et la Martinique. Ce taux était en augmentation alors qu'il a baissé en France pour se situer en dessous de 50 %.

Cette donnée était la plus importante du scrutin se déroulant trois semaines avant les législatives. Elle s'inscrit dans une dynamique observée après chaque élection dans les anciennes colonies devenues département en 1946, notamment La Réunion : le taux de participation ne cesse de reculer et la majorité des électeurs boycottent le scrutin.

Ce taux d'abstention historique confirme une crise de confiance entre les populations de ces pays et ceux qui sont élus pour les représenter. Cette crise de confiance a-t-elle subitement disparu depuis la dissolution de l'Assemblée nationale et l'annonce de législatives anticipées ? En effet, cette donnée a été absente des débats télévisés entre les candidats aux législatives dans les 7 circonscriptions de La Réunion.

Ces taux d'abstention sont à comparer avec le taux d'abstention des deux référendums sur le retour à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie : 19 % puis 14 %. Cette différence s'explique par le sujet du vote. Il ne s'agissait pas d'élire un candidat, mais de se prononcer sur un projet de société. Force est de constater que le vote sur un projet a mobilisé.

Plus de changement possible avec les institutions actuelles

Depuis sa création, le Parti communiste réunionnais lutte pour remettre en cause le système néocolonial afin que La Réunion puisse enfin aller vers le développement. En 2018, le PCR a proposé une forme d'action : inviter les associations, syndicats, partis, parlementaires et représentants des maires à travailler ensemble pour construire un projet réunionnais de développement durable et solidaire. Ce

travail pourrait avoir lieu dans une instance créée par la loi, la Conférence territoriale de l'action publique, élargie aux associations, syndicats et partis. Cette démarche tient compte d'une réalité : l'expérience montre qu'aucun changement n'est plus possible en se limitant aux institutions actuelles.

Cela l'était encore en 1946. En effet, élus députés en octobre 1945, les deux députés de La Réunion (Raymond Vergès et Léon de Lépervanche) se sont aussitôt mis au travail à Paris pour mettre fin au statut colonial. Moins de 6 mois plus tard, la loi abolissant le statut colonial était votée.

Mais aujourd'hui, c'est bloqué.

Le chômage de masse, le fort taux de pauvreté, le manque de logement et l'illettrisme sont des indicateurs rappelant l'ampleur de la crise à La Réunion. Cela demande des changements structurels. Force est de constater qu'avec 7 députés depuis 2012, aucun texte favorisant ces changements importants n'a été voté.

Mettre tout le monde autour de la table

Il semble évident qu'aujourd'hui, un député ne pourra pas régler tous les problèmes de La Réunion. C'est également le cas pour chaque institution prise individuellement. La démarche du PCR propose de responsabiliser en amenant à travailler ensemble. Mais cette méthode n'a pas été mise en pratique par les députés qui sont restés sous la dépendance de leur appartenance à des groupes parlementaires parisiens.

Le taux de participation des dernières élections européennes rappelle pourtant la nécessité de changements profonds afin de sortir de la crise sociale et économique qui est devenue également politique. La mobilisation autour d'un projet réunionnais peut être un levier pour un sursaut démocratique dans le pays. Il est dommage que cette question fut totalement absente des débats télévisés sur les élections législatives à La Réunion.

M.M.

Film sur l'antenne Oméga : l'histoire s'écrit avec le PCR

Le tournage d'un documentaire sur la Tour Oméga vise à mieux faire connaître l'histoire de La Réunion aux jeunes générations, indique William Kally de Kapaly.

Kapaly a choisi d'interroger Ary Yée Chong Tchi Kan, membre du secrétariat du PCR et déjà militant à l'époque de l'implantation de cette installation militaire américaine à La Réunion. L'interview eut lieu ce 25 juin au siège du PCR au Port.

Elle permet de rappeler le contexte de la construction de cette installation au service des armes de destruction massives de Washington. Au lendemain de la grande victoire des communistes lors des élections législatives de 1956, à La Réunion, Paris envoya dans notre île un préfet chargé de couvrir l'organisation des fraudes électorales de grandes ampleurs pour empêcher la réélection des nombreux élus communistes. Cette fraude s'accompagnait d'opérations de répression par les forces de Paris pour que les fraudeurs puissent pratiquer leurs exactions sous la protection de l'État.

Le parachutage d'un ex-Premier ministre, Michel Debré, accentua la répression. Celui qui était un des plus proches collaborateurs de Charles De Gaulle devint le symbole du mépris à l'encontre du peuple réunionnais et de son maintien dans le sous-développement.

Durant la Guerre froide, l'armée des États-Unis avait besoin de 8 antennes pour quadriller la planète afin de communiquer avec ses vecteurs de bombes atomiques : sous-marins tapis dans les profondeurs et bombardiers. La décision fut prise en 1966. Les satellites militaires n'existaient pas encore. Un paradoxe souligné par Ary Yée Chong Tchi Kan car ce fut durant cette même année que la France sortit du commandement de l'OTAN. Ceci a entraîné la fermeture de toutes les bases de l'armée US en France et au départ des soldats américains. Or, le même gouvernement autorisait les États-Unis à utiliser La Réunion pour y installer une base stratégique. La Réunion est ainsi devenue une cible potentielle d'un bombardement nucléaire à cause de l'Antenne Oméga.

Cette implantation avait lieu également au moment où se développait le mot d'ordre de démilitarisation de l'océan Indien. Sous l'impulsion des pays non-alignés, une résolution présentée par l'Inde fut adoptée par l'ONU en 1971. Elle faisait de l'océan Indien une zone de paix, avec comme exigence le démantèlement des bases militaires des puissances étrangères. A l'époque, les bases militaires françaises de La Réunion étaient les seules concernées. La base anglo-américaine située à Diégo-Garcia était en construction et le peuple chagossien avait déjà été déporté de son pays pour cette raison.

Tentative d'assassinat visant Paul Vergès et Paul Béranger

L'interview a permis de revenir sur un événement révélateur de cette période d'extension de l'impérialisme occidental dans notre région. En 1975, des tueurs de la CIA tentèrent d'assassiner Paul Vergès, secrétaire général du PCR, et Paul Béranger, secrétaire général du MMM. PCR et MMM faisaient partie de la Conférence des partis progressistes du Sud-Ouest de l'océan Indien. Cette organisation menait le combat contre l'apartheid soutenu par les gouvernements occidentaux, et contre l'implantation de nouvelles bases militaires.

Pour Ary Yée Chong Tchi Kan, l'installation de l'antenne Oméga était un moyen pour Paris d'obtenir la garantie que ses bases militaires à La Réunion pourraient perdurer, car elles protégeaient une installation indispensable au fonctionnement des armes de destruction massive de Washington.

Plus tard, les militaires arrivèrent à utiliser les satellites. Cela rendait l'antenne Oméga inutile pour Washington. Elle se limita alors uniquement à un usage civil avant d'être démolie. Plus rien aujourd'hui ne rappelle que ce lieu fit de La Réunion un des théâtres de la Guerre froide.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

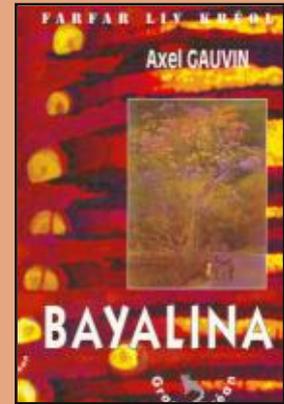
TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Bayalina

Bayalina, par Axel Gauvin... in roman dann la lang kréol rényoné,
an fèyton dann Témoignages



Mardi 8 déssanm (premié morso)

Zordi deuzrézon pou mwin békabir (1).

Dabor inn : létshi pou déssèr ! Létshi roz en feu, létshi-zapèl mouçamièl – lo sanbon oté, lo sanbon, létshi-là ! – létshi en siro, létshi la pérde lo grin !

Létshi !

Kiça noré mazine in nafèr konm ça-là dan nout kantine !

Epila : Ari !

Inn fois navé in déssèr konm ça-là, mwin té i kroire li noré rantr' ladan konmsik li lavé pa gaingne manzé depi zourdlan. Mwin té i kalkil mwin narté oblizé passe mon temps sèrre son laryaz

:

– Manze pa tro vite, oté ! Ton part létshi-là, kiça va toushe ça ! Epila, guète laba, Lina pou vèye atoué !...

Parlfète in prèshman la moral, in prèshman i fatig lo prèshèr mèm en promié. Soman, olèrk ça, lo Ari sé-d' trape en réspé inn son bann létshi-là. Dousman dousman, léjèr léjèr, li komanse ékale toute bann ti pikpik rouz dessi la peau. Li fé in mti zéf ansanm, in mti zéf la kok blan parèy de-lait, soman in de-lait i tarde pa pou rouyé.

– Guète ça, Baya ! Guète ça ! Mwin la-niabou ! Mwin la-niabou !

Li cé-d' pète à rire !

Dézièm létshi, dézièm ti zéf, dézièm pétaz la joi !

Tilanpe, tilanpe, en réspé, en passianse, en konsianse, Ari i fabrike in nid garni d' zéf ti poul Zapon (k'i vire vittman soman en zéf ti kaïy de Shine). Zilbèr la-fine manze toute la siène dopi lontan, Titone lé pou fé dor lo pti toupî li la-fé sanm lo grin son dérné, kank Ari i goute – konm en rogré – son promié !

Ari, aou ankor in ot, aou, Ari-là !

Axel Gauvin

(1) Trouve drol, bizar.

La pankor fini...

Oté

Maurice : solidarité pou bann palestinien

Mézami dsi noute télé ni gingn suiv, si ni vé, laktyalkité bann péi noute Réjyon dann losséan indien. Sé konmsa zédi soir mwin la gingn suiv in sékanss linformassion dann kréol morisien épi dann la lang franssé — mwin noré pu suiv galman lo zoinal dann la lang bann zanglé épi an bojpouri — domaz mi konpran pa arien dann dè lang-la...

Mi romarke an passan, si Maurice i fé toussa léfor, konm d'ote zil noute réjyon La Rényon i pran pa lo risk kass in zo dann foi pou dévlope son linformassion multi-lang — la pa li va pran la pène bouj in pé son korpyon pou inform in pé dsi noute péi. Zot va dir amwin dann kèl lintéré ? Lintéré k'ni kominike épi ni koné in pti pé sak i fé laba.

Antanssion la pa bann rényoné la fote bien antandi mé la fote i rovien so laparèye d'éta néokolonyal i kontante ali izol anou in maksimome... Nou va arvni la dsi pars ni vé ni vé pa nou la bézoin lé shoz i shanj in pé é firamézir la kominikassion i pass rante noute bann pèp dann sanss in bone konpréanssion é pou amenn anou dann in roflékssion indianosséanik.

Mi arète la pou linstan pars mi vé rakonte azot in kékshoz la étone amwin an bien. Alor figuir azot la méri Port-Louis la roganiz in kolèkt pou bann palèstinien la bann Gaza apré fé assassine azot dann, sak i fo bien apèl in krime konte limanité : 37000 mor é an parmi bonpé madam, bonpé zanfan épi bann vyèy pèrone.

Donk bann Maurice la désside pass in kolèkt pou anvoye larzan pou bann palèstinien é momandoné la amontre in moune lo gouvèrnman épi in roprézantante l'ONU — organizassion bann nassion zini — apré romèrssyé lo gouvèrnman Maurice pou in don sink milion rroupi pou soulaz la mizèr bann palèstinien. In bon zèst lo pèp maurice i panss konm nou in min i lav l'ote la pa in kozman vide.

A bon antandèr, salu !

Justin